

L'agriculture pour nourrir l'avenir de la Méditerranée

BERTRAND HERVIEU*

Le retour de la question agricole

Depuis quelque temps, tout se passe comme si on assistait à une redécouverte de l'agriculture: autrefois perçue par beaucoup comme un secteur appartenant au passé, elle semble aujourd'hui faire l'objet d'une attention croissante de la part des institutions internationales, à l'image de la Banque mondiale qui en fait un impératif de développement, et d'une opinion publique plus que jamais sensible aux enjeux alimentaires et environnementaux.

Cette évolution consacre en fait le travail de sensibilisation opéré par les spécialistes qui expliquent régulièrement que l'agriculture est stratégique pour toutes les sociétés, étant donné le lien complexe mais néanmoins direct existant entre la ferme et la fourchette. C'est ce que l'on nomme souvent par le terme de «système agro-alimentaire», afin d'expliquer que tout est interdépendant entre les choix de production, les modes d'exploitation, les normes commerciales, les campagnes marketing, les pratiques alimentaires, la surveillance écologique, l'aménagement du territoire et la situation sanitaire...

Il faut dire que les conjonctures politique et économique donnent actuellement l'occasion de se pencher à nouveau sur l'importance fondamentale de l'agriculture. Et dans un contexte où l'on s'interroge simultanément sur les moyens de relancer, à travers des solidarités concrètes, la coopération en Méditerranée, il faut accorder une place centrale au dossier agricole et alimentaire comme levier de développement dans cette région.

C'est dans cet esprit que le CIHEAM a réalisé un travail de prospective¹ pour dresser un panorama de la situa-

tion agricole, alimentaire et rurale en Méditerranée, qui permette ensuite d'identifier des chantiers prioritaires pour lesquels il conviendrait d'agir si l'on souhaite choisir, dans le champ des futurs possibles concernant l'agriculture en Méditerranée à l'horizon 2020, celui qui permettra de servir les intérêts du plus grand nombre et des générations futures.

Les dynamiques à l'oeuvre

L'aire méditerranéenne est marquée par une croissance démographique sur les rives méridionale et orientale, tandis que la population se stabilise et vieillit au Nord. Cette augmentation globale n'est pas sans incidence sur la demande alimentaire (la Méditerranée devrait compter 530 millions d'habitants en 2020), d'autant que l'urbanisation conduit aussi à son accroissement ainsi qu'à des changements dans les habitudes de consommation.

Mais si la population s'urbanise et se littoralise (avec les problèmes d'approvisionnement en eau que cela pose), le monde rural n'est pas déserté pour autant, surtout dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM) où l'augmentation de la population rurale et agricole tend à diminuer la surface agricole moyenne par exploitation, ce qui oblige à une diversification des activités dans ces zones, et entrave la capacité d'investissement et donc la capacité productive.

Du fait qu'elles n'ont pas fait l'objet d'une attention suffisante, les ressources, aussi bien les sols, la biodiversité que l'eau ont été affectées par les dynamiques démographiques et économiques. Les sols font face au bétonnage et à des pratiques agricoles érosives, tandis que les exploitations connaissent un morcellement du foncier au gré des héritages.

* Secrétaire général du CIHEAM.

¹ Lire «*Mediterra 2008, Les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée*», Rapport annuel du CIHEAM, Les Presses de Sciences-Po, Paris, avril 2008.

Déjà en proie à des conditions climatiques défavorables, les pays de la zone, surtout les PSEM, ont vu aussi leur dotation en eau diminuer, en dépit des grandes politiques d'équipements hydrauliques. Ainsi, la Méditerranée concentre la moitié de la population pauvre en eau de la planète (moins de 1000 mètres cubes/an/habitant) et près de 30 millions n'auraient pas accès à l'eau potable. Dans ce contexte de grande précarité hydraulique, l'irrigation qui absorbe jusqu'à 80% des ressources en eau dans certains PSEM, est soumise à une forte pression, les besoins en eau potable augmentant et les populations urbaines pesant de plus en plus politiquement. La modernisation de l'irrigation apparaît de ce point de vue un enjeu majeur, et plus largement, c'est toute une gestion de la demande en eau qui doit se conforter dans la zone, et ce d'autant plus que les prévisions d'évolution climatiques laissent percevoir plus d'irrégularité et d'aridité au moins au Sud et à l'Est du bassin.

Les fractures foncière, hydraulique, démographique, cognitive et politique ont des contreparties commerciales évidentes. Les PSEM sont devenus de grands importateurs de produits agricoles alors même qu'ils avaient une balance positive dans les années 1960. L'Union européenne est de loin leur plus grand fournisseur et leur principal débouché. En revanche, si l'UE est importante pour les PSEM ces pays ont une faible importance pour les pays européens, tant pour les exportations que pour les importations de ceux-ci. Le commerce euro-méditerranéen est donc profondément asymétrique. En outre, les PSEM s'ouvrent de plus en plus sur le marché mondial : deux-tiers de leurs approvisionnements proviennent de zones extra-européennes et la moitié de leurs exportations se dirigent en dehors du marché européen. Seul l'accès au marché agricole mondial permet ainsi à ces pays d'assurer, non sans difficultés parfois, la sécurité alimentaire pour leurs populations.

En revanche, la sécurité alimentaire qualitative est souvent mise à mal. Les PSEM comptent encore beaucoup de maladies d'ordre alimentaire (d'origine microbiologique ou nutritionnelle) qui concernent 55% des décès, sans compter que l'obésité se développe, en particulier au Maghreb où 20% des moins de cinq ans en seraient affectés. Cette obésité traduit une évolution des modes de vie qui affecte plus généralement le mode alimentaire

méditerranéen. L'urbanisation, la décohabitation familiale, le travail féminin, l'offensive de la grande distribution tendent en effet à faire reculer les pratiques alimentaires traditionnelles au moment où elles sont pourtant reconnues au niveau international. Derrière ce problème se profilent sans doute d'importants défis en terme de santé publique pour les pays du pourtour méditerranéen.

Quels scénarios pour la Méditerranée?

Le rapport *Mediterra 2008*, fruit d'un travail ayant mobilisé des compétences pluridisciplinaires et de nombreux experts méditerranéens, a identifié quatre grands scénarios possibles pour l'agriculture en Méditerranée à l'horizon 2020, qui sont ici décrits de manière très succincte. Une Méditerranée sans convictions, tel est le premier scénario que l'on pourrait qualifier de tendanciel, au sens où il prolonge dans le temps les dynamiques actuellement à l'œuvre. L'environnement se dégrade, les clivages territoriaux se durcissent et la production agricole se fragilise tandis que les modes de consommation se transforment et que la croissance démographique se poursuit. A l'instar de l'économie en général, le secteur agricole méditerranéen s'adapte difficilement aux nouvelles réalités, complexes et pénétrantes, qu'induit la mondialisation des échanges. L'heure est à la mise en place de corridors de libre-échange agricole entre l'UE et certains PSEM, sans que soit instaurée l'armature institutionnelle capable d'encadrer politiquement ce processus. Mais, les PSEM, déjà handicapés par des contraintes naturelles exacerbées (manque d'eau et pertes de terres agricoles) voient leurs marges à l'export se rétrécir compte tenu du développement de la normalisation sanitaire pour échanger. A l'inverse, la libéralisation des échanges profitera considérablement aux grandes industries alimentaires européennes sur les produits dont les PSEM sont déficitaires. L'agriculture, cloisonnée dans les simples périmètres de l'économie et de l'agronomie, demeure insuffisamment présente dans les enceintes de coopération régionale.

Le second scénario décrit une Méditerranée concentrant toutes les tensions que la mondialisation économique et la recomposition géopolitique engendrent. Les convoitises s'accroissent sur les ressources hydriques et foncières alors que la sécurité alimentaire redevient stratégique dans un contexte de renchérissement des produits agri-

coles. Le changement climatique pèse sur l'agriculture méditerranéenne: désertification des terres, sécheresses ou inondations récurrentes, diffusion de zoonoses... A cela s'ajoute une série de facteurs qui handicapent le développement de la Méditerranée: inégalités sociales exacerbées, montée des communautarismes, mouvements migratoires accrus et fossé grandissant entre espaces littoraux mondialisés et zones rurales pauvres et enclavées. Ce paysage méditerranéen là n'augure donc pas d'un avenir meilleur pour la coopération régionale. Pendant que de grands pôles régionaux s'organisent à travers le globe, l'Europe et la Méditerranée font le choix de s'ignorer. C'est la marche à reculons du projet euro-méditerranéen.

Un troisième scénario identifié ainsi par le CIHEAM serait celui d'une Méditerranée éclatée mais réactive. Ce scénario voit se déployer la recherche d'opportunités de coopération dans le but de faire face à des défis devenus trop globaux pour prétendre les résoudre unilatéralement ou dans l'objectif de s'agréger par petits groupes, de sorte à maximiser des potentiels économiques, politiques ou naturels. C'est un avenir où la Méditerranée se construit à la carte, au gré des circonstances et selon des logiques politiques fondées sur la primauté de l'intérêt bien compris. Mais malgré les dynamiques encourageantes qu'il enclenche, ce scénario est toutefois contraignant en terme de prospective, car on est avant tout dans le réactif. La diplomatie de circonstances et les coopérations renforcées priment. Malgré un foisonnement de bonnes intentions, traduites occasionnellement par des résultats très concrets, cet avenir là ne dessine aucune intégration en Méditerranée. Résultat, seuls risquent de compter les espaces utiles mondialisés, c'est-à-dire les centres urbains des villes littorales et les sites touristiques. C'est donc un avenir ouvert à la concrétisation de plusieurs Méditerranées, tantôt complémentaires, tantôt concurrentielles.

Un quatrième scénario peut enfin se dessiner à moyen terme si le soin est pris de déclencher dès à présent sa construction: celui d'un avenir en confiance, où l'Europe et la Méditerranée font le pari de s'associer stratégiquement pour ne pas s'affaiblir séparément au fil du temps. Et ce scénario d'une Euro-Méditerranée réinventée puise dans les sources de mobilisation dont la région recèle, à commencer par son potentiel agro-alimentaire et territorial.

Une politique agro-alimentaire et environnementale euro-méditerranéenne aurait pour mission de répondre aux objectifs majeurs suivants: assurer l'indépendance et la sécurité alimentaire de la zone euro-méditerranéenne, contribuer à la lutte contre les changements climatiques, participer à la préservation de l'environnement et de la biodiversité, façonner de nouveaux équilibres socio-économiques entre les territoires ruraux et les mondes urbains. Tout ce contexte participerait au rayonnement de la diète méditerranéenne, qui fera l'objet d'une réappropriation de la part des consommateurs. Fort de ce cadre législatif et politique, inhérent à une coopération soutenue, un milieu économique et organisationnel se conforterait, le partenariat encourageant les organisations de producteurs à se structurer, les transformateurs à investir, la distribution à s'approvisionner dans les territoires. Toutes ces perspectives conjuguées permettent en outre de proposer un cadre concret à la coopération régionale entre l'Europe et la Méditerranée, tout en démontrant par des preuves et des faits, concernant le quotidien des individus, la santé des économies, le développement des territoires, la sécurité alimentaire, combien la question agricole donne du sens au concept de développement durable.

Conclusion

Au moment où le débat politique sur la Méditerranée semble être relancé, on doit poser la problématique de l'agriculture méditerranéenne comme terrain propice pour concrétiser des solidarités dans la région. La sécurité alimentaire, la gestion durable des ressources hydriques ou le développement responsable des territoires ruraux sont des pistes assurément stratégiques qu'il conviendrait d'explorer, à travers la mise en place d'actions fédératrices capables d'influer sur le quotidien des populations. C'est bien là que se situe l'avenir de la convergence ou non des deux rives de la Méditerranée. A ce titre, le rapport du CIHEAM ne vise pas à prédire l'avenir, mais simplement à proposer une réflexion transversale pour pouvoir le construire et non le subir. Cette ambition n'a finalement d'autre objectif que de poser en des termes nouveaux la triple question sur le futur de la Méditerranée, de sa relation avec l'Europe et de la place que l'agriculture est à même de jouer pour articuler stratégiquement ces deux ensembles géographiques au destin lié.